



13 août 2013

(13-4343)

Page: 1/4

Comité des licences d'importation

Original: français

## RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION<sup>1</sup>

### NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 7:3 DE L'ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

MALI

La communication ci-après, datée du 1<sup>er</sup> août 2013, est distribuée à la demande de la délégation du Mali.

De manière générale, le régime de licences d'importations du Mali - notifié dans le document G/LIC/N/3/MLI/1 - reste valable pour l'année 2013.

#### Description succincte du régime

1. Le régime de licences d'importation est défini par le décret n°00- 505 /P-RM du 16 octobre 2000 portant réglementation du commerce extérieur et son arrêté d'application n° 09 -788 du 7 avril 2009. Le régime de licences est administré par la Direction nationale du Commerce et de la Concurrence.

#### Objet et champ d'application du régime de licences

2. Le commerce est libre avec tous les pays et le commerce extérieur comprend deux régimes qui sont :

a. Régime des échanges commerciaux libérés

La délivrance des intentions d'importations en général pour tous les produits est automatique excepté celles relatives au régime de la prohibition.

L'importation est libre pour tous les produits à l'exception de ceux qui figurent dans la liste des produits prohibés. Les contingentements n'existent ni en valeur ni en quantité. Le titre d'importation appelé Intention d'importation est obtenu automatiquement.

b. Régime de la prohibition

La prohibition est conçue sous deux angles:

- prohibition à caractère absolu;
- prohibition à caractère restrictif.

i. La prohibition à titre absolu concerne:

- les stupéfiants et les psychotropes;
- le bromate de potassium non destiné aux laboratoires;
- tout produit alimentaire contenant le bromate de potassium;

---

<sup>1</sup> Voir le questionnaire à l'annexe du document G/LIC/3.

- la viande de bovine et dérivés;
- les farines de viande, le sang et d'os destinés à l'alimentation des animaux;
- les bovins vivants, les ovules et embryons de bovin;
- les pesticides non homologués;
- les huiles et équipements contenant les Polychlorobiphényles (PCB);
- les substances chimiques dangereuses : Aldrine, Dieldrine, Endrine, Heptachlore, Chlordane, Hexachlorobenzène, Mirex, Toxaphène, Polychlorobiphényles (PCB);
- les produits étrangers naturels ou fabriqués portant sur eux-mêmes soit sur des emballages, caisses, ballote, enveloppes, bandes ou étiquettes, etc., une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou indication quelconque de nature à croire qu'ils ont été fabriqués au Mali ou qu'ils sont d'origine malienne;
- les produits alimentaires et les médicaments à usage humain et vétérinaire périmés;
- les boissons alcoolisées dans les sachets plastiques.

ii. La prohibition à caractère restrictif concerne:

- les médicaments à usage humain: autorisation du Ministère chargé de la santé;
- les médicaments à usage vétérinaire: autorisation conjointe du Ministère chargé de la santé et du Ministère chargé de l'Elevage;
- le bromate de potassium pour les besoins des laboratoires: autorisation du Ministère Chargé de la santé;
- les viandes autres que bovines et produits de chasse: présentation d'un permis ou certificat sanitaire d'origine;
- les additifs alimentaires: dont la liste sera fixée par le Ministère Chargé de la santé;
- le sel non iodé non destiné à l'alimentation humaine: autorisation du Ministère Chargé du Commerce;
- les cigarettes, tabacs et allumettes: autorisation du Ministère Chargé du Commerce;
- le transit de bétail ou importation d'animaux vivants autres que bovins: présentation d'un certificat zoo-sanitaire;
- les semences de géniteur: inscription au catalogue officiel national du pays d'importation et présentation d'un certificat zoo-sanitaire;
- les végétaux: présentation d'un permis ou d'un certificat phytosanitaire d'origine;
- les semences végétales: présentation d'un permis ou d'un certificat d'origine;
- les véhicules automobiles d'un poids supérieur ou égal à 3T 500: autorisation des services compétents du Ministère Chargé des Transports;
- les armes et munitions: autorisation des services de Sécurité;
- les explosifs: autorisation des Services de Sécurité et des services compétents du Ministère Chargé des Mines;
- les produits appauvrissant la couche d'ozone dont la liste sera fixée par le Ministère Chargé de l'environnement;
- le dichlorodiphényltrichloréthane (DDT) : autorisation des services compétents de l'environnement;
- la cyanure: autorisation des Services des Mines ou de la Santé.

3. Le régime s'applique à tous les produits originaires et en provenance de tous les pays.

4. Les licences d'importation sont utilisées à des fins statistiques. Les licences d'importation non automatiques visent à administrer les restrictions à l'importation des produits soumis à la prohibition restrictive conformément à l'Arrêté N°01- 2699 du 16 octobre 2001 fixant la liste des produits prohibés à l'importation et à l'exportation.

5.

- i. Le régime de licence n'est pas imposé par disposition législative.
- ii. Oui, le gouvernement peut bien suspendre ou même abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.
- iii. Le décret n°00- 505/P-RM du 16 octobre 2000 portant réglementation du commerce extérieur et son arrêté d'application n° 09 -788 du 7 avril 2009, sont publiés au Journal Officiel du Mali.

### Modalités d'application

6. Aucun produit n'est soumis à une restriction quant à sa quantité ou sa valeur à l'importation.

I. Aucun contingent n'existe quant à l'importation des produits. Concernant les formalités de dépôt de licences (intentions) les renseignements figurent dans les textes visés en 5 iii) et dans le code de commerce du Mali. Aucune dérogation n'existe quant aux formalités de dépôt des licences.

II. Il n'existe pas de contingents.

III. Les licences (intentions) sont délivrées à tout importateur qu'il soit ou non producteur de marchandises similaires. Etant donné qu'il n'y a pas de contingentement, l'importateur est libre d'utiliser son intention. L'intention d'importation est délivrée à titre individuel. La liste des bénéficiaires d'intention n'est point publiée au Journal Officiel.

IV. Pas de contingent et la délivrance d'intention est automatique.

V. L'intention est délivrée automatiquement 24 heures au maximum après le dépôt de la demande.

VI. Aucun délai minimum n'est fixé concernant les intentions d'importation. Dès l'octroi des intentions d'importation, leur exécution est immédiatement possible.

VII. Les demandes des intentions d'importation sont enregistrées au niveau de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (Guichet Unique du commerce extérieur).

VIII. Toutes les demandes des importations sont satisfaites. Les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception. Le premier arrivé est le premier servi si toutes les conditions de recevabilité sont satisfaites.

IX. Sans objet.

X. Sans objet.

XI. Oui, et dans le cas des produits fabriqués par les entreprises franches.

7.

- a. Aucun délai n'est exigé pour le dépôt de la demande des intentions avant l'importation. Toutefois, la levée de l'intention doit précéder l'embarquement de la marchandise pour des raisons d'inspection.
- b. Dans toutes les circonstances, l'intention est automatiquement délivrée lorsque l'importateur remplit les conditions requises et que les produits ne soient pas concernés par la prohibition.
- c. Aucune période de l'année n'est indiquée pour le dépôt des demandes des titres d'importation. Les demandes des intentions d'importation peuvent être déposées à toutes les périodes de l'année.
- d. L'importateur peut s'adresser aussi bien à la direction centrale du commerce et de la concurrence (Guichet Unique du commerce extérieur) qu'à ses représentations au niveau régional.

8. Les raisons du rejet sont directement mentionnées sur la demande faite par le requérant. En cas de rejet, l'intéressé est libre de faire appel de cette décision auprès de toute instance compétente en la matière, notamment le Tribunal du Commerce.

#### **Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence**

9. Seules les personnes physiques ou morales agréées (c'est-à-dire remplissant les conditions requises par la réglementation en vigueur en la matière: immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier, disposer d'un patent import-export en cours de validité, avoir un numéro d'identification fiscale) à cet effet sont autorisées à effectuer des opérations d'importation.

#### **Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence**

10. Il existe un formulaire type de demande d'intention au Guichet Unique et dans les représentations régionales. Le requérant joint à sa demande une facture proforma.

11. Les documents exigés lors de l'importation effective sont:

- l'intention d'importation;
- déclaration de mise à la consommation;
- les factures définitives ou connaissements ou lettre de transport aérien;
- l'attestation de vérification de la société d'inspection avant embarquement lorsque la valeur f.o.b. de la marchandise est supérieure ou égale à 3 000 000 de FCFA.

12. L'importateur acquitte 0.75% de la valeur FOB au titre de la contribution au programme de Vérification des Importations.

13. La délivrance de l'intention d'importation n'est assortie d'aucun versement ou dépôt préalable.

#### **Conditions attachées à la délivrance des licences**

14. La durée de validité d'une intention d'importation est de douze (12) mois à compter de sa date d'enregistrement aux services de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence. Ce délai peut être prorogé de six (6) mois supplémentaires à la demande de l'importateur. Toute demande de prorogation d'intention d'importation doit être présentée aux services de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence avant la date d'expiration du délai de validité initial de l'intention d'importation. L'intention d'importation ne peut être prorogée qu'une seule fois. Toutefois, une prorogation exceptionnelle d'une durée maximum d'un (1) mois peut être accordée pour des raisons de transferts financiers au profit du fournisseur.

15. Aucune sanction n'est prévue en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une intention d'importation.

16. Les intentions d'importation sont nominatives et incessibles.

17. L'intention est délivrée sans conditions particulières.

#### **Autres formalités**

18. Aucune autre formalité administrative préalable n'est exigée après l'obtention de la licence.

19. Toutes les opérations d'importation sont domiciliées auprès d'une banque qui se charge du transfert des devises.

---